

Rassemblement au ministère le 2 avril : La ministre doit répondre ! On ne lâchera rien !



Mercredi 2 avril, la FNEC FP-FO était présente avec les 200 manifestants rassemblés devant le ministère : des comités et délégations de personnels, de parents d'élèves et d'élus venus du Var, du Tarn, de l'Yonne, de Côte d'Or, de Haute Garonne, de Gironde, de Charente maritime, d'Indre et Loire, des Landes, de Saône et Loire, de Haute-Loire, du Rhône, du Maine et Loire, de Région parisienne,...

Tous ont répondu à l'appel du comité national des écoles et établissements mobilisés qui s'est réuni il y a deux semaines, suite à une audience au ministère avec la FNEC FP-FO pour exiger l'annulation des fermetures de classes et la création des postes nécessaires. Plusieurs prises de paroles se sont succédé, de parents, d'enseignants et de députés venus soutenir la mobilisation, dont le président de la Commission des Finances E. Coquerel.

Intervention de Lucas, pour le comité de l'Yonne (extraits) :

« La mobilisation continue, en particulier dans des collèges du département. Hier 3 d'entre eux étaient fortement mobilisés, avec des opérations collèges morts qui ont été suivies de façon particulièrement importante contre les baisses de dotations (...). Une nouvelle action est également prévue à Maligny près de Chablis, où un rassemblement aura lieu samedi 5 avril et à laquelle participeront plusieurs écoles de plusieurs villages du départements concernés ou non par une mesure de carte scolaire... mais pas seulement.

Car, en effet, la mobilisation réunissant parents et enseignants dans des comités, tels que nous l'avons fait a fait des émules. Et dans le

département ce sont également des établissements de santé qui, sur le modèle de la méthode mise en place, ont décidé d'agir et de se mobiliser. Ainsi, du fait de l'annonce par le conseil départemental et l'ARS, de la fermeture prochaine de l'ehpad de Coulanges-sur-Yonne, les personnels avec leur syndicat, les usagers et leurs familles et les élus ont engagé le rapport de force : ils étaient plus de 1000 dans ce petit village à se rassembler contre la fermeture de l'ehpad, et encore ce matin même devant le conseil départemental.

Le comité de défense des écoles de l'Yonne y était présent y et est intervenu pour proposer de coordonner nos actions, de créer les liens entre leur mobilisation et la nôtre (...) Poursuivons la mobilisation, faisons-lui prendre de l'ampleur et engageons le rapport de force qui les fera lâcher, notamment par le blocage, jusqu'à satisfaction : NON à la fermeture de l'Ehpad de Coulanges ! NON aux fermetures de classes ! Des moyens pour l'école, pour la santé, pour les services publics : pas pour la guerre ! »



Blandine, mère d'élève, du comité de Haute-Loire est intervenue sur les mobilisations contre la destruction des services publics dans son département : contre les fermetures de classes, contre la fermeture du centre périnatal de Brioude ou du CADA de Saint Beauzire... :



« (...) Tout le monde se soulève dans le département et toutes les manifestations organisées touchent toutes les classes d'âge et toutes les catégories socio professionnelles. On est là aujourd'hui pour vous dire qu'il y a une révolte qui court dans la population et qui touche tout le monde ! Personne n'est d'accord pour qu'on continue de détruire notre pays comme ça. Cette année il y a eu une initiative des parents, avec les enseignants et les organisations syndicales de créer un comité départemental.

Je tenais à dire que nous, parents, nous sommes présents depuis le départ et nous répondons à l'appel de l'Yonne pour participer à une nouvelle visioconférence après l'audience au Ministère. On va continuer à avancer ensemble parce que tout le monde refuse ce qu'il se passe ! »

Intervention de la FCPE 93 (extraits) :

(...) En Seine-Saint-Denis, nous avons déjà vu des promesses vides et des discours de façade. Nous avons passé six mois en 2024 à nous mobiliser, à nous battre pour un plan d'urgence pour l'éducation 93. Six mois de lutte, de réunions, de manifestations, entre parents, enseignants, et élus pour réclamer plus de moyens, plus de personnels, et surtout des conditions d'apprentissage dignes de ce nom. Et qu'avons-nous récolté ? Le silence, l'indifférence et un système qui continue de se dégrader. Nous n'avons pas été entendus, et aujourd'hui encore, les conditions de scolarisation dans notre département sont dans un état catastrophique.

Et soyons clairs : ce n'est pas qu'une question de Seine-Saint-Denis ! C'est tout le pays qui est touché, et ce que nous avons entendu lors de la réunion du comité national des écoles et des établissements mobilisés, le 19 mars, est sans appel et c'est ce qui nous a décidé à rejoindre la mobilisation du 2 avril : nous sommes tous confrontés aux mêmes discours vides, à la même excuse des enveloppes budgétaires insuffisantes. En zone rurale comme en zone urbaine, l'éducation est sacrifiée, les services publics démantelés (...)

Être réuni ici devant le Ministère avec tous les départements, c'est montrer que c'est le moment de converger, de nous unir, de nous lever contre cette politique éducative qui détruit l'avenir de nos enfants. Plus nous serons nombreux à dire non, plus nous aurons de chances de renverser cette logique d'appauvrissement des services publics (...) »



Un élu municipal d'Indre-et-Loire a fait état de la mobilisation dans son département en défense de l'École : manifestation de 300 personnes à Yzeures (1000 habitants), opération escargot à Saint-Hyppolite, blocages d'écoles, grèves, réunion à Bridoré regroupant de nombreuses écoles, manifestation à Loches, rassemblements à Tours...

Patrice, de l'Association des Directeurs d'Ecoles Parisiennes est revenu sur le moratoire concédé par E. Borne concernant les décharges. Il a rappelé que pour autant la revendication d'annulation de toutes les fermetures de classes demeurerait, tout comme celle d'amélioration des conditions de travail des directeurs à l'échelle nationale.

Intervention d'Amandine pour le comité du Tarn :



« Dans notre département, il n'y a plus personne à convaincre du bien-fondé voire de la nécessité d'obliger le ministère à donner à l'école les moyens de fonctionner normalement : parents, enseignants et élus sont bien sur la même longueur d'onde et discutent. Verdalle était en grève hier. Vendredi ce sera l'école de la Pause à Castres qui sera à son tour en grève et qui organise une manifestation jusqu'à l'inspection, manifestation qui va voir grossir son rang de la présence de parents d'élèves de l'école de Marie Curie à Labruguière. Ces 3 écoles font partie du comité départemental et suivent de près ce qui se passe sur le fil du comité de liaison. C'est ce qui les booste, c'est ce qui les remotive ! (...) qu'on se le dise : la carte scolaire sera pliée quand nous nous aurons décidé que ce sera plié ! Et ce sera plié quand nous aurons les annulations de toutes les fermetures de classes et toutes les dotations pour enfin pouvoir faire classe normalement !

Le mouvement « national » à commencer à s'organiser, il est encore fragile mais il ne peut que se renforcer ! Cette première initiative de tous se mobiliser le même jour et de monter au Ministère aujourd'hui doit en appeler d'autres qui encore plus importantes ! Nous devons aller chercher d'autres collègues, d'autres parents ... toutes les organisations syndicales ! Et nous devons finir par bloquer jusqu'à ce que Borne nous rende nos postes ! »

Intervention de Sébastien pour la délégation d'Indre-et-Loire (extraits)



« En Indre-et-Loire, comme partout ailleurs en France, nous sommes victimes du budget ultra-austéritaire passé à coup de 49.3 par un gouvernement illégitime. Cela se traduit par un projet initial de 73 fermetures de classes et trois suppressions de postes qui, suite à de fortes mobilisations, s'est réduit à 49 fermetures, ce qui reste beaucoup trop ! Partout dans le département, des actions d'une ampleur inédite ont eu lieu : blocages et occupations d'écoles, rassemblements, pétitions, manifestation à Loches de 150 personnes, grève des personnels et fermeture de 4 écoles du réseau REP+ de Saint Pierre des Corps... Parents, enseignants, élus, représentants du personnel se sont mobilisés comme jamais pour dire non aux fermetures de classes, non aux suppressions de postes ! Ces mobilisations prennent de l'ampleur et se poursuivent partout ! (...) Nous exigeons d'être reçus pour faire entendre nos revendications ! Nous ferons valoir ces mêmes revendications lors de l'audience du 24 avril avec la ministre Borne ! Continuons à nous mobiliser et donnons de l'ampleur au mouvement : continuons à nous organiser, ici comme partout en France, pour enfin faire entendre notre voix ! »

D'autres délégations ont pris la parole pour rendre compte de leurs revendications et actions comme par exemple le Comité de liaison varois regroupant parents FCPE et non affiliés, AESH, enseignants syndiqués et non syndiqués, soutenus par la FNEC FP FO et la CGT Educ'Action du Var.

Interventions Hanane et Magali, du collectif « Sauvons nos écoles » de Haute-Garonne.



« Il y a eu plusieurs blocages d'écoles hier à Toulouse. L'après-midi nous étions aussi en manifestation avec les 3000 salariés et personnels du médico-social, avec les agents du Conseil départemental et la FNEC FP-FO. Depuis des semaines nous sommes mobilisés et on a fait annuler 53 fermetures de classes. Mais on manque toujours cruellement d'AESH, et beaucoup d'enfants sont en attente de place dans les structures spécialisées. Les 4 et 9 avril, il y aura encore des écoles mobilisées.

Notre collectif s'est constitué il y a un an contre la carte scolaire. On a commencé avec 3 écoles. Maintenant nous sommes 37 ! A l'époque je disais : il faut viser le national. On y est aujourd'hui ! Les mobilisations isolées, ça ne marche pas, il faut se mobiliser et être coordonné à l'échelle nationale. Il

faut que tout le monde se lève et pas que les écoles, nationalement. Et n'on attend pas le mois de juin, c'est maintenant qu'il faut se battre ! »

Intervention de Clément pour la FNEC FP-FO (extrait)

C'est une mobilisation organisée par en bas, par les parents, les enseignants, avec les élus, à partir d'une, deux puis plusieurs écoles à l'échelle du département et qui cherche à garder le lien, à le renforcer. Ce lien, c'est la volonté de ne rien lâcher, malgré tous ceux qui cherchent à nous décourager en utilisant les arguments du ministère : la baisse démographique, les ajustements au mois de juin, etc. Et je ne parle pas de la propagande du président Macron et de son gouvernement qui voudraient que l'on renonce à nos revendications pour participer à l'effort de guerre ! Eh bien non, nous n'allons pas renoncer !

D'ailleurs, je peux vous dire que vous avez commencé à les inquiéter parce qu'ils ne s'attendaient pas à recevoir dans les murs du ministère des délégations de comités réunissant des parents et des profs. Ça les a rendus un peu fébriles... C'est peut-être pour cela qu'ils n'ont pas eu le courage de recevoir de délégations aujourd'hui... mais nous avons obtenu une audience dans les prochains jours. Nous allons la préparer ensemble.

Au niveau national, nous allons relancer les autres syndicats pour leur proposer à nouveau d'organiser l'action commune pour l'annulation de toutes les fermetures de classes, en posant la question du blocage, de la grève pour gagner ! (...)

Continuez à vous réunir, à constituer des comités départementaux, à faire grossir ce mouvement du refus et discutez partout pour poser la question du blocage ! Participez aux manifestations du 1^{er} mai contre la guerre sociale et contre l'économie de guerre ! N'hésitez pas à chercher la jonction avec les autres secteurs en bagarre comme on a pu le voir hier avec les salariés du médico-social massivement en grève, avec les hospitaliers, les territoriaux, avec la population qui défend ses services publics.



FO sera avec vous à chaque étape, on ne va pas vous lâcher ! Nous ne les laisserons pas tout détruire ! A bas le budget Macron-Bayrou !